



PREFECTURE INDRE

Arrêté n °2015106-0003

signé par

Jean- Marc GIRAUD, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre

le 16 Avril 2015

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de
l'Indre (DDCSPP)
Service de la Protection des Populations
Unité Protection de l'Environnement**

Arrêté mettant en demeure la société
EUROCAST de respecter les dispositions
techniques de l'arrêté préfectoral N °
2013248-0004 du 5 septembre 2013 autorisant
la société EUROCAST CHATEAUROUX à
modifier les conditions d'exploitation de son
établissement



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
SERVICE SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES ET ENVIRONNEMENT

**Arrêté mettant en demeure la société EUROCAST
de respecter les dispositions techniques
de l'arrêté préfectoral n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013
autorisant la société EUROCAST CHATEAUROUX à modifier
les conditions d'exploitation de son établissement**

Le Préfet de l'Indre,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L 171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 autorisant la société EUROCAST CHATEAUROUX à modifier les conditions d'exploitation de son établissement sur le territoire de la commune du Poinçonnet ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2015058-0002 du 27 février 2015 mettant en demeure la société EUROCAST de respecter les dispositions de l'arrêté N° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 autorisant la société EUROCAST CHATEAUROUX à modifier les conditions d'exploitation de son établissement ;

Vu le courrier de transmission du rapport d'inspection, daté du 7 avril 2015, adressé par la DREAL à la société EUROCAST ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 7 avril 2015, proposant une mise en demeure ;

Considérant l'inspection de l'établissement réalisée le 20 janvier 2015 par l'inspection des installations classées ;

Considérant les résultats des analyses afférentes au prélèvement des rejets aqueux industriels opéré le 20 janvier 2015 par l'inspection de l'établissement ;

Considérant les constats formalisés à l'issue de l'inspection susmentionnée ;

Considérant que certaines non-conformités constatées et caractérisées par rapport aux prescriptions réglementaires, peuvent soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement ;

Considérant que l'exploitation des installations est menée dans des conditions insatisfaisantes et qu'il importe pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre fin dans les plus brefs délais à cette situation ;

Sur la proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre,

Article 1 :

La société EUROCAST dont le siège social est situé Z.I. route de Montluçon - 36330 Le Poinçonnet est mise en demeure de respecter, sous un délai de 30 jours, pour l'exploitation de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013, sises à la même adresse, les prescriptions techniques suivantes :

Article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 :

« La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.»

Article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013 (rejets aqueux industriels) :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : EI (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Débit de référence	Maximal :	Moyen journalier :	Moyen mensuel :
Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5		
Température	< 30°C		
DBO5	5 000	200	125
DCO	15 000	600	375
MEST	500	52	32,5
Azote global (exprimé en N)	150	6	3,75
Phosphore total (exprimé en P)	50	2	1,25
Métaux totaux (NFT90 112)	15	0,4	0,25
HCT	10	0,4	0,25

»

Article 2 : Justificatifs

L'exploitant transmettra à Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations – Service SPAE – Cité Administrative Bâtiment A – Boulevard George Sand – CS 30613 – 36020 CHATEAUROUX CEDEX, tout document ou information utile justifiant de l'accomplissement des mesures prises, afin de respecter les dispositions prévues à l'article 1 ci-dessus.

Article 3 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Notifications

Le présent arrêté sera notifié à la société EUROCAST, situé ZI route de Montluçon – 36330 LE POINCONNET, dont le siège social est situé à la même adresse. Copies en seront adressées à Monsieur le maire de la commune du POINCONNET et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai fixé par la saisine du tribunal administratif.

Article 6 : Exécution

Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre, Monsieur le Maire du POINCONNET, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Marc GIRAUD